

avaient convenu de travailler à la réalisation du libre-échange dans l'ensemble des Amériques d'ici l'an 2005. Cet engagement a été renouvelé par la suite à une réunion tenue en juillet 1995.

Comme il est possible que de nouveaux pays deviennent signataires de l'Accord et comme les perspectives économiques de la région sont plutôt favorables, il semble opportun de s'interroger sur les possibilités que l'Amérique latine pourrait offrir aux entreprises canadiennes.

L'AMÉRIQUE LATINE

Avec une population d'environ 500 millions de personnes (y compris le Mexique), l'Amérique latine joue un rôle de plus en plus important sur la scène économique mondiale. De nombreux pays ont fait de profondes réformes économiques depuis le milieu des années 1980. On pense ici à la libéralisation des échanges, à la déréglementation de grands secteurs de l'économie, à la réduction du rôle de l'État dans l'activité économique et à des politiques favorisant la venue d'investissements étrangers. Cette région a aussi été le témoin d'importants progrès vers la démocratisation de la vie politique. Tout comme le Mexique, un certain nombre de pays d'Amérique latine sont parvenus à contrôler le problème de leur dette extérieure. L'inflation a beaucoup diminué dans de nombreux pays, même si son niveau reste inquiétant dans certains pays, comme le Brésil. La plupart des pays de la région sont aussi parvenus à réduire sensiblement leur déficit.

Comme le Mexique, l'Amérique latine est une région pleine de possibilités intéressantes pour les entreprises canadiennes, possibilités qui vont encore s'accroître avec la visibilité que l'ALÉNA va leur conférer. Le produit intérieur de la région, Antilles comprises, est proche de 1 billion de dollars américains. Le revenu moyen par habitant dépasse 2 300 dollars US. Si ce chiffre est faible à l'échelle canadienne, il faut savoir qu'on assiste à l'éclosion d'une classe moyenne nombreuse et au potentiel de consommation important. Tant la Banque mondiale que le Fonds monétaire international, la Banque interaméricaine de développement et les prévisionnistes du secteur privé s'entendent pour prévoir une croissance raisonnablement forte dans toute la région d'ici la fin de la décennie, alors que le PIB global de la région devrait enregistrer une croissance oscillant entre 3,5 et 5 pour 100 par année.

Il est cependant manifeste que cette région du monde est confrontée à des problèmes énormes. C'est ainsi que du fait de la croissance rapide de la population, de la régression de l'économie imputable à la «décennie perdue» de 1980, d'une inflation galopante et des réformes économiques douloureuses mises en œuvre récemment, le revenu réel par habitant (corrige par l'inflation) en 1992 était inférieur à son niveau de dix ans auparavant. La pauvreté est largement répandue. Au Brésil comme dans certains pays d'Amérique latine, l'inflation persistante contribue à l'instabilité économique. Cela n'empêche cependant pas la région d'être prometteuse. Les capitaux ont commencé à revenir en quantités importantes, les marchés des valeurs mobilières donnent de bons résultats, les investissements directs étrangers sont à la hausse et le secteur privé est débarrassé progressivement de l'interventionnisme de l'État.